



Alors que les anciens dictateurs de Madagascar, aidés par l'intelligentsia, tentent de diviser la population pour satisfaire à leur orgueil mal placé et pour des intérêts financiers strictement personnels, en coulisses les enjeux dépassent tout ce que les habitants de cette Grande île de l'océan Indien peuvent imaginer. Ce dossier aidera à mieux comprendre les véritables objectifs de la Commission européenne et permettra d'affirmer que Madagascar doit impérativement et officiellement quitter la Sadc. Sinon, une autre colonisation attend les générations futures. Si ce n'est déjà consommé.



Nicolas Machiavel a écrit : « **Les hommes sont si simples et obéissent si bien aux nécessités présentes que celui qui trompe trouvera toujours quelqu'un qui se laissera tromper** (in "Le Prince") ». Le 18 août 2005, le 25<sup>e</sup> sommet de la

Sadc, organisé à Gaborone (Botswana) consacre officiellement l'adhésion de Madagascar en tant que membre à part entière de cette communauté des états de l'Afrique australe pour le développement. En octobre 2006, le Madagascar Action Plan ou Map est élaboré par le gouvernement à l'initiative du président Ravalomanana. Il faut savoir qu'avant tout cela, la détaxation avait été effective, d'août 2003 à août 2005. Entre-temps, en août 2004, Madagascar était admis  
« *comme membre aspirant de la Sadc »* »  
pour une année.

Mais qui a bénéficié le plus des avantages de cette Sadc devenue sadique dans son entêtement à balayer d'un revers de la main, la volonté du peuple malgache ?

En fait, tout ne vient pas d'elle et le destin du pays, jusqu'à preuve du contraire, n'est toujours pas entre les mains des Malgaches d'aujourd'hui. En fait donc, tout vient de la Commission européenne qui joue son rôle de colonisateur « *new style »* à merveille. Ce qui suit, même les Gtt l'ignorent. A Gaborone, Marc Ravalomanana, complice ou non, avait lancé :  
« *nous croyons fermement à l'impact que la Sadc peut et devrait avoir sur le développement de nos pays »* »

. Naïveté ? Lâcheté intéressée ? Tout commence en septembre 2005, amorce de la création de lobbies africains par la Commission européenne.



## **Ivano Casella**

L'initiateur de la création de ces lobbies se nomme Ivano Casella. Il n'émane pas du secteur privé, mais est (était ?) négociateur de la DG Commerce de la Commission européenne. Cet Ivano Casella (le 1er août 2005) avait demandé à Nick Charalambides, expert en services, ancien fonctionnaire de la même DG Commerce, devenu depuis consultant au Botswana, de réunir les groupements d'affaires ayant du poids du côté africain. Une fois Charalambides à l'œuvre, Casella fit en sorte d'assurer que la représentation de l'UE au Botswana débloque les frais de voyage pour que les industriels locaux participent à une conférence préparatoire à Bruxelles en septembre 2005. Il aida également à rédiger le projet de texte qui pose la structure et le cœur des objectifs du futur forum, et demanda par écrit à son contact au Botswana de le « *tester auprès de vos contacts dans les milieux d'affaire »* »

. A en croire cette lettre, le but du futur Forum des affaires était d'offrir aux dirigeants d'entreprises une entrée sans égale dans les négociations commerciales EU-SACD en leur permettant de

« *parler aux gouvernements d'une seule voix* »

. Cela promettait plus d'efficacité que si

« *chacun agissait de son côté, souvent au prix de demandes contradictoires* »

. Ainsi sont nés : le Forum des affaires UE-Afrique (2006) et BusinessEurope, (anciennement dénommé UNICE-Eurochambres (2007). Il s'agissait d'un Forum des affaires commerciales Union européenne Sud de l'Afrique (BTFES ou ESBC). Le but était de coordonner la contribution du monde des affaires européen et africain dans les négociations entre la Communauté de développement du Sud de l'Afrique (Sadc) et l'Union européenne.

La réalité est plus crue. Des informations obtenues par l'Observatoire de l'Europe industrielle, suite à des requêtes de divulgation de documents officiels, montrent que la Commission européenne ne s'est pas contentée d'exercer des pressions sur les gouvernements du Sud pour faire avancer les Accords de partenariat économique Europe-Afrique (APE, EPA en anglais). Mais la DG Commerce a également dépensé beaucoup d'énergie pour se fabriquer un apparent soutien de la part des industriels africains.

**La Commission européenne prétend que les APE visent au développement et à l'éradication de la pauvreté. Mais il s'agit en fait plutôt d'ouvrir les marchés aux grandes entreprises européennes, de sécuriser leur accès aux matières premières et limiter la possibilité pour les pays Afrique Caraïbe Pacifique (ACP) de réguler leurs économies dans l'intérêt de leur population et de leur écologie.** Mot d'ordre de la DG Commerce : « ***Pas d'alternatives aux APE. En aucun cas !*** ».

Ainsi, ces gouvernements ont été forcés à signer les APE, comme certains d'entre eux l'ont depuis reconnu à maintes reprises. C'est pour cette raison que l'ambassadeur de la Guyane auprès de l'UE a demandé, le 8 décembre 2008, à la Commission commerce du parlement européen de

« *presser les États membres à réexaminer fondamentalement les APE* »

. Considéré que ce nouvel examen n'a pas eu lieu, et entendu que les APE résultent de pratiques tyranniques de l'Europe à l'encontre des gouvernements ACP et de la manipulation des milieux d'affaires ACP, le CEO (Corporate Europe Observatory) estime que les parlementaires ne doivent pas ratifier les APE qui ont déjà été signés mais les renvoyer à Bruxelles.

**(Source : Observatoire de l'Europe industrielle, 25 mars 2009)**

A Madagascar, qui sont ces fameux industriels africains ? Il n'y avait que Marc Ravalomanana, à la fois président de la république « réélu démocratiquement » et fondateur de l'empire Tiko devenu Tikoland. Une marionnette de choix, gonflé d'orgueil (professeur docteur honoris

causa), pour la Commission européenne alliée à la Sadc, son bras dévastateur pour les récalcitrants. Tous les marchés passaient par Ravalomanana. Mais alors tout ! Dès lors, la reconnaissance du régime de transition d'Andry Rajoelina ferait capoter toutes ces visées de piller légalement et officiellement Madagascar. D'où l'insistance de la Sadc à faire fi du peuple malgache qui, à travers la victoire du «*Oui*» au référendum du 17 novembre 2010, a démontré que Marc Ravalomanana appartient au passé, que c'est de l'histoire ancienne... Combien de temps encore alors la Commission européenne et la Sadc vont-elles jouer aux grands méchants loups parce qu'Andry Rajoelina semble hésitant dans ses décisions ? Mais cela prouve qu'il n'a rien d'un Djibo Salou qui a commis un coup d'état parfait au Niger. Où se trouvent les vraies richesses et qui en bénéficient exactement ?



### **Catherine Ashton : Ponce Pilate au féminin. Ignore-t-elle vraiment les vrais enjeux ?**

Il faut se rappeler qu'Andry Rajoelina avait déjà annoncé que «*Madagascar peut éventuellement quitter la Sadc*»

C'était face aux journalistes, le 30 mars 2009 au palais d'Ambohitsorohitra. Il avait ajouté que «*la Sadc est en combine avec Marc Ravalomanana*».

Une vérité de Lapalisse. Plus d'une année s'est écoulée. Le docteur Leonardo Simao compte débarquer à Madagascar une énième fois, alors que Catherine Ashton joue à Ponce Pilate. Madagascar vit une transition, c'est-à-dire une période temporaire. Qu'est-ce qui empêche

Andry Rajoelina de mettre en application son annonce du 30 mars 2009 ? Surtout après la lecture de ce dossier ? Le pays pourra toujours réintégrer cette Sadc avec de nouvelles conditions. Le comble est que cette entité a mis sur liste rouge plus d'une centaine de personnalités malgaches alors que ses membres, eux, peuvent circuler sans contrainte à Madagascar. Si, au moins, ils venaient pour vraiment chercher des solutions. Mais non, ils condamnent aveuglément, se permettent de donner des leçons de démocratie. Moralité : le Noir sera toujours l'esclave du blanc.



### **Paul Wille à la Conférence nationale du CCI d'Ivato**

Au stade où en sont les choses, et surtout après les résultats du référendum, Andry Rajoelina doit taper sur la table -comme l'a fait le Sénateur Paul Wille- et couper (provisoirement) tous les ponts avec cette Sadc et interdire à Simao de venir semer encore la zizanie. Si rien n'est fait en ce sens, pour une période de quelques mois de transition, alors çà craint car cela signifiera qu'il est entouré de personnes incapables, incompetentes qui le poignarderont dans le dos à la moindre occasion. Monsieur le président : si nous n'avons pas d'uranium, nous avons notre dignité et notre souveraineté ! Dans l'intérêt supérieur de la majorité des citoyens qui se sont enfin exprimés pour le changement. Le vrai. En demeurant en position d'infériorité, en tergiversant encore et encore, tous les fossoyeurs de la Nation malgache auront raison. Il ne s'agit plus d'aligner de belles citations mais d'agir. Dieu nous protège mais Il est aux cieus alors que nous, nous sommes sur cette terre peuplée encore de trop de démons. Qu'il faut combattre et non laisser faire.

**Jeannot Ramambazafy – 25 novembre 2010**